

cription. J'aimerais tout d'abord citer le passage suivant du discours du trône:

Au moment où le Canada se tourne vers les années soixante-dix, nous sommes tous invités à épouser cet audacieux dessein, relever dans la constance et l'ardeur le défi que présente le haut idéal d'une société juste.

Qu'est-ce qu'implique une société juste? Qu'est-ce que cela signifie pour vous, monsieur l'Orateur?

Une voix: Il ne peut pas vous répondre.

M. Comeau: J'aimerais qu'il puisse me répondre, monsieur l'Orateur, parce qu'il est clair que différentes personnes n'entendent pas la même chose par société juste. Je pense qu'une société juste est une société où règne pour le moins une certaine justice, qui prend soin de ses pauvres, qui aide un homme à s'acheter une maison—et je vois ici présent le ministre chargé du logement—une société qui procure des emplois. Je ne parle pas d'une société d'assistance sociale, mais d'une société qui permette à l'homme de bien gagner sa vie, une société qui permette à chacun d'être libre et de ne pas dépendre de l'État.

● (9.50 p.m.)

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette d'avoir à interrompre le député, mais il me semble que des conversations officieuses se poursuivent, ce qui n'est pas conforme au ton digne de la Chambre. Peut-être le député pourrait-il maintenant reprendre la parole.

M. Comeau: Merci, monsieur l'Orateur. Peut-être les députés sont-ils fatigués et aimeraient-ils que je déclare qu'il est 10 heures.

Une voix: Ne faites pas cela.

M. Comeau: Très bien. Je reprends le discours du trône:

Toutefois, tant que les gens en quête de travail n'en trouveront pas, tant que les personnes vivant de revenus fixes ne pourront subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leurs proches, l'État devra s'efforcer de les aider.

Est-ce possible! Comme mon préopinant l'a dit, qui peut contredire cela? Dommage que nous soyons tous d'accord sur ce point-là. Nous sommes tous d'avis qu'il faut tendre vers ces objectifs. Nous voulons tous fournir des emplois. Tous les gouvernements veulent atteindre certains objectifs et fournir de l'emploi, mais que fait le gouvernement actuel? Tout le monde sait que, l'été dernier, nous avons atteint le niveau de chômage le plus élevé en dix ans. Pourtant, dans chaque discours du trône qu'il m'ait été donné de lire depuis mon arrivée ici, on promet de chercher à aider ces Canadiens, à les aider à se suffire à eux-mêmes.

Nous savons tous que les retraités en voient de dures. Je siége ici depuis plus de deux ans, et, pour ainsi dire, à tous les deux jours, le député de Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe (M. Marshall), le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) et d'autres députés ont posé des questions sur l'augmentation des pensions, celle des anciens combattants, celle de la vieillesse et celles des retraités. Depuis deux ans et demi que je suis ici, on a toujours donné la même réponse, celle que nous avons entendue encore aujourd'hui. La réponse est toujours la même: «L'affaire fait l'objet d'un examen approfondi. Nous y songeons. Nous allons présenter un Livre blanc.»

Nous devons avoir ce Livre blanc en juin, monsieur l'Orateur. De nouveau aujourd'hui, nous apprenons que le gouvernement accorde toujours une considération active à la question. Le gouvernement sait très bien que les pensionnés, sans parler des personnes à revenu modeste, ne peuvent absolument pas vivre avec ce qu'elles touchent. Nous n'avons pas à le rappeler au gouvernement tous les deux jours, mais rien ne se fait.

Chacun des 264 d'entre nous ici sait que les pensionnés n'ont pas la vie facile mais, chose épouvantable, rien ne se fait. Nous savons qu'ils ne peuvent vivre avec ce qu'ils touchent. Tout le monde l'admet. Un comité de la Chambre l'admet. Les députés de l'opposition ont tenté de pousser le gouvernement à l'action. Nous avons eu des jours prévus de l'opposition qui ont été consacrés à ce sujet. Tous les deux jours, nous posons des questions à ce sujet. Le gouvernement admet que telle est bien la situation, mais rien ne se fait. C'est vraiment épouvantable de constater que, tout en admettant tous qu'il faut faire quelque chose, nous ne faisons rien.

Pourquoi les gouvernements ne pratiquent-ils pas vraiment ce qu'ils prêchent? Si le gouvernement désire réellement faire quelque chose pour les pensionnés, aidons lui à faire quelque chose pour eux. Pourquoi le gouvernement continue-t-il à duper la population? Pourquoi disons-nous que nous allons faire quelque chose? A chaque élection, nous disons que nous allons faire telle ou telle chose, mais dans l'intervalle les gouvernements semblent disparaître. Ils nous présentent des discours du trône comme celui que nous avons reçu il y a une semaine. J'y lis une autre déclaration fantastique. La voici:

Sachons nous reconnaître au seuil de la grandeur.

Hier, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Greene) s'est levé pour nous dire combien énormes étaient nos ressources naturelles. De temps à autre, le ministre des Finances (M. Benson) vient nous dire combien grande est notre économie, qu'elle est en excellent état et que nous allons de l'avant. J'aimerais comprendre leur vocabulaire, monsieur l'Orateur, car il ne correspond pas au mien. Je ne comprends rien à ce qu'ils disent. Je ne comprends pas que nous ayons une économie si prospère et des ressources si immenses avec, simultanément, le taux de chômage le plus élevé depuis dix ans. Cela m'échappe.

Dans ma région, le chômage atteint parfois 20 p. 100 de la population active, chômage probablement provoqué par un travail saisonnier, la plupart de mes électeurs étant des pêcheurs. Ma circonscription dépend pour beaucoup de la pêche et des ressources marines de tous genres. Voilà deux ans que nous attirons l'attention du ministre sur ce fait. Nous lui avons signalé que bien des problèmes sont reliés à la pêche. Le discours prononcé l'autre jour par le député de Gander-Twillingate (M. Lundrigan) était extraordinaire. Le député de South Shore (M. Crouse) et le député de Saint-Jean-Ouest (M. Carter) ont aussi parlé de ce sujet. Nous avons souligné le fait que des flottes étrangères exploitent nos zones de pêche. Depuis des années, le député de South Shore s'efforce de se faire entendre à ce sujet, mais n'obtient aucune réaction. C'est exactement la même chose que pour les pensionnés.